

QUÉBEC

LE DEVOIR

ALPHABÉTISATION

CAHIER G INFORMATISATION LE MONDE DU TRAVAIL TRANSFORMÉ PAGE 2



Analphabetisme

«Notre système scolaire produit des analphabètes et les abandonne»

Page 3



Habitations

Jeanne-Mance

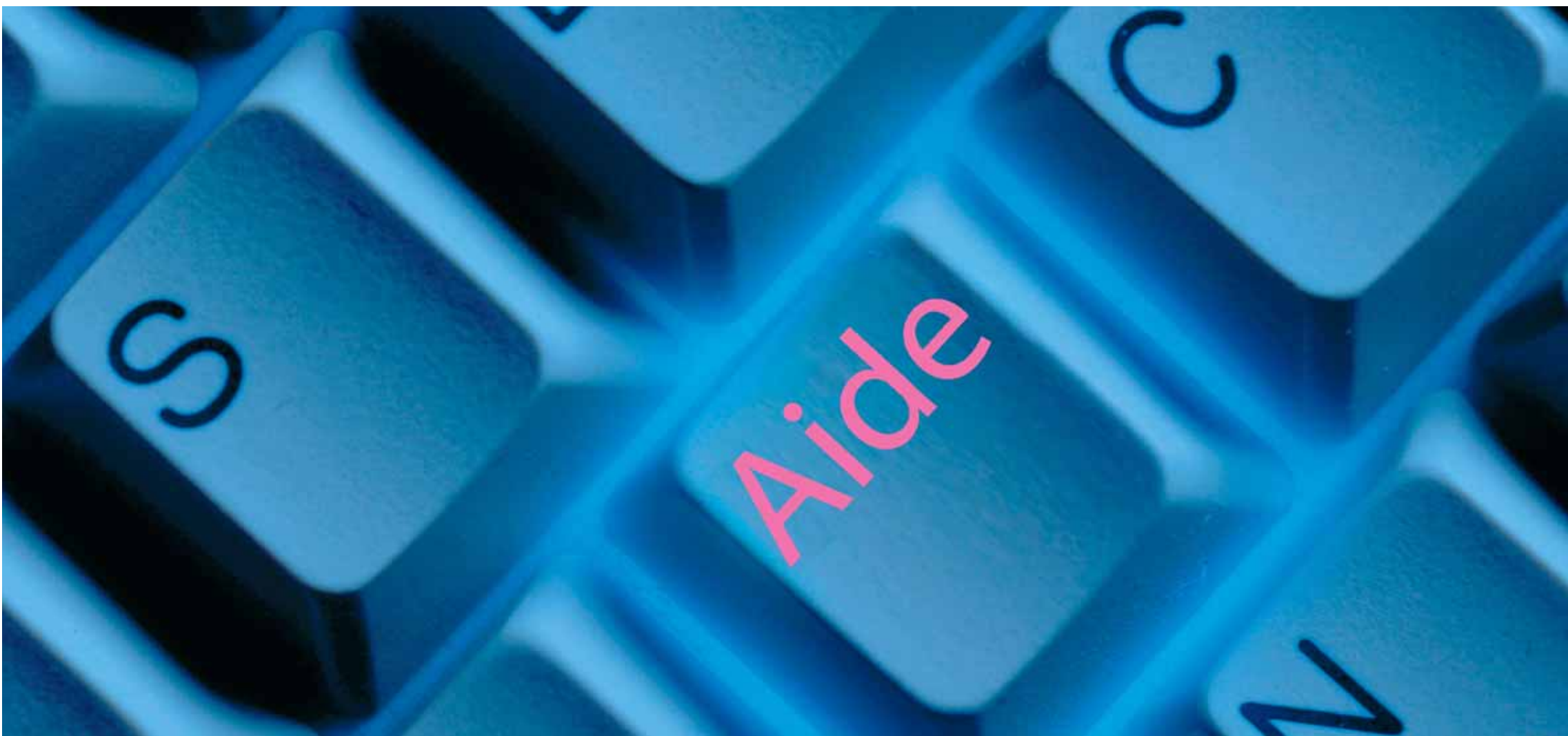
25 tuteurs bénévoles pour 80 individus de tous âges

Page 4

Internet

Le public analphabète n'est plus informé!

Page 6



NEWSCOM

La fabrique des exclus

La nouvelle économie voue au chômage «technique» un neuvième de la population québécoise

À quoi sert la création d'emplois? À donner du travail aux gens ou à permettre aux nantis d'augmenter leur richesse? Et pour combien de temps encore vouerons-nous au chômage, à moins de les condamner à n'avoir accès qu'à des emplois sous-payés, ces 800 000 Québécoises et Québécois pour qui la lecture d'un texte simple demeure impossible? Bienvenue dans un État où l'analphabétisme est en 2011 toujours un fléau.

NORMAND THÉRIAULT

Auparavant, on parlait. Aujourd'hui, on «tchatte», avec, pour conséquence, que 800 000 citoyens et citoyennes du Québec se retrouvent sans voix. Car, pour qui sait à peine lire, pour qui tout graphique est d'usage aussi complexe qu'une description d'un mouvement de cavalier sur une grille de partie d'échecs, pour celui-là les grandes avancées de notre temps, Internet en tête, font connaître une rétrogradation encore plus forte dans l'échelle de l'intégration sociale.

Et, au moment où tous les ténors économiques proclament que la survie des sociétés des avancées passe par la spécialisation, la recherche et l'établissement d'une société industrielle aux technologies complexes, comment peut réagir une société dont plus d'un étudiant, souvent même au temps de sa première année d'études collégiales, n'a qu'une connaissance «sonore» de sa langue maternelle? D'autant plus que cette même personne pourra difficilement lire plus tard les instructions d'un programme, ou même déjouer les «pièges» que semble contenir toute fiche informatique.

Et cet univers planétaire unifié pousse donc dans la marge encore plus les citoyens d'un nouveau tiers-monde ou quart-monde, les forçant à faire leurs idées simplistes, tout le reste n'étant que charabia: comment comprendre les

changements climatiques quand on est incapable de lire une page météo?

Valeurs

Nous vivons dans une société où la satisfaction des plaisirs a plus d'importance que l'apprentissage des connaissances: il serait plus facile de rire, quitte à ce qu'un tel rire soit gras, qu'à trouver plaisir à comprendre les complexités d'un roman ou à déjouer les avancées des simplificateurs de la chose publique. Et cela tient quand l'effort est devenu une chose méprisante et que les valeurs proposées établissent en tête de liste les loisirs et toutes autres formes de non-engagement.

Alors, il devient inutile d'apprendre et on laisse aux autres la responsabilité de transformer ce monde où pourtant tout n'est plus ce qui était, avec pour conséquence qu'un fait divers «parle» plus qu'une débandade économique, qu'un résultat d'un tirage de loterie retiendra plus l'attention qu'un calendrier de données économiques. Et ce, même en période électorale.

Alors, tout discours politique qui prêche le retour aux valeurs du temps passé, quand tout était simple, où les élites savaient et les autres «suisvaient», se révèle être une formule gagnante. Ce dont certains savent profiter.

Plaisirs

Pourtant, qui est «gardé» dans la marge le sait et, lorsque se pointe la possibilité de s'en sortir, découvre qu'il y a satisfaction à améliorer son sort.

«Je me suis assis à la table. Nous étions 10 participants. Elle m'a demandé ce que j'aimerais apprendre. Je lui ai dit que j'aimerais apprendre à écrire mon nom. De 9h30 à 11h30, c'est ce que j'ai fait. J'étais tellement fier ensuite d'être capable d'écrire mon nom! J'en pleurais! Je me suis dit à ce moment-là que je n'arrêterais pas», raconte ainsi un Laurent Gagnon qui a découvert il y a 10 ans que lui aussi pourrait savoir lire et écrire: il venait de s'inscrire au Groupe Alpha Laval.

Mais, pour un qui le fait, combien d'autres restent en rade: une statistique établit à 800 000 le nombre de Québécois et de Québécoises dont le niveau de littératie est celui qui est le plus bas, à savoir 1, ce qui fait que tous ceux-là, un sur neuf d'entre nous, en fait, sont dits analphabètes. Pour eux, Plan Nord ou pas, il y a peu de différence quand conduire même un simple camion est devenu trop complexe (il faut maintenant remplir des bordereaux classiques ou électroniques de distribution), et qu'il faut ainsi, pour plusieurs, se résigner à œuvrer dans une grande surface, voire dénoncer tout syndicat qui refuse les diktats patronaux et qui pourrait même insister pour que l'entreprise s'engage à garantir des programmes de formation!

On le répète: l'analphabétisme est un fléau. Et sa présence a des conséquences plus lourdes qu'une catastrophe naturelle, qu'elle soit débordement de rivière ou tempête tropicale. Aussi, si on reprenait le message douteux de l'Américaine Bachmann, cette rétrograde candidate républicaine, quelle est donc la teneur du message que son Dieu envoie aux gouvernants quand il met en place ce fléau?

Nous vivons dans une société où la satisfaction des plaisirs a plus d'importance que l'apprentissage des connaissances

ALPHABÉTISATION

Les conséquences économiques de l'analphabétisme

Les citoyens ont-ils tous les compétences nécessaires pour s'informer adéquatement?

L'informatisation a transformé le monde du travail

Un trop faible taux d'alphabétisation (ou plutôt de littératie, dit-on maintenant pour mieux cerner le phénomène) n'a pas seulement des conséquences pour l'individu aux prises avec ce problème. Il faut aussi prendre en compte les conséquences économiques pour la société, qui se manifestent principalement dans le domaine du travail et de la santé.

PIERRE VALLÉE

«C'est plus l'analphabétisme strict qui cause problème, car au fond, aujourd'hui, les personnes qui ne savent ni lire ni écrire ne sont pas si nombreuses. De plus, on ne peut pas dire que les travailleurs québécois sont incompetents, bien au contraire. Le véritable mal, explique Paul Bélanger, professeur à l'UQAM et directeur de l'Observatoire compétences-travail, c'est que le degré des compétences de base des personnes ne répond plus adéquatement aux exigences du marché du travail. Ce qu'on doit faire, c'est une réactualisation des compétences de base de nos travailleurs.»

Un monde du travail bien différent

Le coupable au premier chef n'est donc pas l'individu, mais bien le monde du travail, qui a grandement évolué. «Les exigences grimpent sans cesse dans le monde du travail et, par conséquent, les connaissances qu'on doit posséder aussi. Par exemple, le contrôle de la qualité, devenu une règle chez les entreprises, exige qu'on soit capable de rédiger un rapport. Une notion comme la livraison just-in-time a amené la numérisation des inventaires, et les livreurs travaillent aujourd'hui avec des terminaux.» Et c'est sans compter l'informatisation de la machinerie et des procédés de production.

De plus, il y a aussi la nouvelle organisation du travail. «Il y a d'abord le passage du travail routinier au travail non routinier. Dans le travail routinier, l'employé répétait les mêmes tâches et n'avait qu'à posséder les compétences nécessaires pour accomplir ces seules tâches. Mais, avec le travail non routinier, il est appelé à faire différentes tâches, ce qui l'oblige à posséder davantage de compétences. L'interdisciplinarité et le travail en équipe exigent aussi

des compétences de base plus élevées. Par exemple, en Allemagne, les travailleurs turcs se sont longtemps contentés de saluer leurs collègues allemands par un seul Guten Tag. Ils passaient le reste de leur journée devant leur machine sans parler. Mais, avec le travail en équipe, ils sont obligés de communiquer avec d'autres employés, et la connaissance de l'allemand est devenue nécessaire.»

Le domaine de la santé

Un faible taux de littératie a aussi des conséquences dans le domaine de la santé. «Les médecins ont de moins en moins de temps à passer avec leurs patients; en fait, le ratio du temps passé avec le patient a diminué de 4 à 1. Ils n'ont donc pas le temps nécessaire pour communiquer toutes les informations. Ils donnent aux patients le diagnostic et expliquent les grandes lignes de la maladie et, ensuite, ils remettent aux patients de l'information écrite à propos de cette maladie. Or encore faut-il que le patient soit en mesure non seulement de lire cette documentation, mais aussi de posséder les compétences nécessaires pour comprendre cette documentation médicale.»

Une situation que Paul Bélanger juge inquiétante. «Cela peut devenir un facteur silencieux dans l'inégalité des soins. Les personnes qui posséderont les compétences nécessaires pour comprendre la documentation médicale seront en mesure d'exiger et de recevoir de meilleurs soins.» Sans compter que ce manque de littératie entraîne des coûts pour le réseau de la santé. «On ne peut pas diminuer les coûts de santé seulement du côté curatif, c'est du côté de la prévention que nous devons agir pour les réduire. Or comment faire de la prévention si les citoyens n'ont pas les compétences leur permettant de s'informer adéquatement?»



FRED PROUSER REUTERS

Les exigences grimpent sans cesse dans le monde du travail et, par conséquent, les connaissances qu'on doit posséder aussi. Par exemple, les livreurs travaillent aujourd'hui avec des terminaux.

Pistes de solution

Devant ce problème, au Québec, demeure-t-on inactif ou fait-on des progrès? «Les principaux preneurs de décisions et les leaders sociaux sont conscients du problème et ont mis en place des programmes et des fonds pour s'y attaquer. Par contre, dans les entreprises, en particulier les PME, il faut souvent une crise pour mettre au jour le problème et réveiller le monde. Et il y a encore beaucoup de réticences de la part des travailleurs. Il y a évidemment la honte associée à l'aveu du problème, mais souvent les travailleurs ont peur d'avouer qu'ils éprouvent des difficultés parce qu'ils craignent de perdre leur emploi s'ils le font. Et, lorsqu'on leur offre une formation, plusieurs refusent de la suivre parce qu'ils craignent de ne pas être en mesure de la réussir.»

Selon Paul Bélanger, la réactualisation des compétences de base des travailleurs en poste est une piste de solution et elle passe par la formation en entre-

prise. «Mais, pour que cette formation réussisse, il faut en premier faire la valorisation de l'apprentissage.» Dans le domaine de la santé, Paul Bélanger croit qu'il faut mieux outiller le citoyen. «Il existe aux États-Unis l'expression health literacy, qu'on pourrait traduire par "littératie de la santé". Chaque citoyen doit avoir les compétences nécessaires pour non seulement comprendre la documentation et le langage médical, mais aussi pour prendre en charge, en quelque sorte, sa propre santé. Ce qui implique que le citoyen soit en mesure de se servir de l'informatique et d'Internet, ce qui est devenu aujourd'hui une compétence de base essentielle.»

Autre action possible? «Il faut mettre en place une politique de langage clair, non seulement dans le domaine médical, mais dans tous les secteurs. Il faut éviter les jargons et communiquer dans un langage plus familier afin de faciliter la communication.»

Collaborateur du Devoir

RGPAQ

«J'étais tellement fier d'être capable d'écrire mon nom!»

Les groupes populaires en alphabétisation fonctionnent différemment du système scolaire

En plus des services offerts par le système d'éducation, les gens peu alphabétisés au Québec peuvent se tourner vers les groupes populaires en alphabétisation. Ils y découvrent une nouvelle façon d'apprendre.

MARTINE LETARTE

Lorsqu'il entrait dans un restaurant, Laurent Gagnon espérait que le menu soit illustré. Sinon, il devait regarder les assiettes des tables voisines pour choisir son plat. Si le restaurant était vide, il devait y aller avec l'odeur pour deviner le menu. Laurent Gagnon ne savait ni lire, ni écrire. Aujourd'hui, cette époque est derrière lui. Il y a 10 ans, il s'est joint au Groupe Alpha Laval.

«Je me suis assis à la table. Nous étions 10 participants. La formatrice a donné du travail à faire aux neuf autres et elle est venue me voir. Elle m'a demandé ce que j'aimerais apprendre. Je lui ai dit que j'aimerais apprendre à écrire mon nom. De 9h30 à 11h30, c'est ce que j'ai fait. J'étais tellement fier ensuite d'être capable d'écrire mon nom! J'en pleurais! Je me suis dit à ce moment-là que je n'arrêterais pas», a-t-il confié au Devoir.

Une démarche personnalisée

Les groupes populaires en alphabétisation fonctionnent différemment du système scolaire. «Nous travaillons avec des adultes qui ont vécu des échecs scolaires. Ils ont perdu la conviction qu'ils ont la capacité d'apprendre. Nous devons leur faire comprendre qu'ils sont capables. Nous travaillons à partir des forces et compétences qu'ils ont acquises dans leur parcours», explique Solange Tougas, coordonnatrice du groupe populaire Déclic, à Berthierville.

Il existe 80 groupes populaires en alphabétisation au Québec. Chacun adopte ses

propres façons de faire. «Les groupes y vont avec les intérêts, les besoins des gens et du milieu. Il n'y a pas de programme prédéfini. Si les participants s'intéressent au théâtre, ça peut être une approche», explique Denis Chicoine, responsable de différents dossiers au Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ).

Les formations ont par contre toujours un volet d'éducation citoyenne. «Par exemple, les groupes travaillent souvent sur la question du logement. Les gens peu alphabétisés ont souvent peu d'argent. C'est souvent lié. Ils ont énormément de problèmes avec leur propriétaire», ajoute M. Chicoine.

L'alphabétisation transcende ainsi le fait d'apprendre à lire et à écrire. «Ça permet une participation citoyenne, une politisation, une réappropriation du pouvoir», explique Philippe Viel, agent de communication au RGPAQ.

Depuis qu'il a appris à lire, Laurent Gagnon a d'ailleurs commencé à voter. «Je n'y allais jamais avant. Dans la rue, il y a les pancartes avec les photos et les logos, ça va bien. Dans l'isoloir, il n'y a plus ça! Il y a juste les noms et les noms des partis. Il faut savoir lire», indique-t-il.

Plusieurs obstacles

Quelque 1,3 million d'adultes au Québec, soit un sur cinq, ont de graves difficultés avec la lecture. «Les écoles et les groupes populaires en alphabétisation rejoignent seulement 2 %», indique Solange Tougas.

VOIR PAGE G 3: LIRE

5 ans de fierté
À faire la différence, ensemble!

L'éducation, on y travaille tous les jours.

www.lafae.qc.ca

LA FÉDÉRATION AUTONOME DE L'ENSEIGNEMENT
C'EST 32 000 ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS ENGAGÉS.

FÉDÉRATION AUTONOME DE L'ENSEIGNEMENT

L'accès à la formation de base
Une question d'équité et de solidarité sociale



À la FTQ, on s'en occupe!

ALPHABÉTISATION

L'analphabétisme au Québec

Un fléau pour toute la société

« Notre système scolaire produit des analphabètes et les abandonne »

Ce sont 49 % des Québécois qui ont des difficultés de lecture, qui cherchent à éviter les situations où ils ont à lire et, lorsqu'ils parviennent à décoder une phrase, qui n'en saisissent pas forcément le sens. Or, si l'on pouvait s'arranger de la situation à une époque où la majorité des emplois se situaient dans le secteur manufacturier, il n'en va pas de même aujourd'hui, alors que la plupart des postes à pourvoir résident dans le tertiaire. «Le monde a changé, les stratégies doivent changer», clame Maryse Perreault, p.-d.g. de la Fondation pour l'alphabétisation... sans être réellement entendue.

HÉLÈNE ROULOT-GANZMANN

Les enquêtes internationales instituent cinq niveaux d'alphabétisation, le niveau 3 étant établi comme le seuil «souhaité» pour naviguer aisément dans la vie de tous les jours en tant que travailleur, citoyen, parent, consommateur, et être capable de suivre le mouvement dans une société où les exigences sont croissantes et nécessitent une grande capacité d'adaptation.

Or l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EICA, 2003) a révélé que, au Québec, près de la moitié de la population n'atteint pas ce niveau 3, que 16 % des 16-65 ans, soit 800 000 personnes, se classent au niveau 1 de l'échelle de compréhension des textes et qu'ils sont donc considérés comme analphabètes. Une situation en deçà des résultats obtenus pour l'ensemble du Canada, où 42 % de la population est de niveau 1 ou 2 et où seules les provinces maritimes affichent des statistiques plus inquiétantes que dans l'ensemble du pays.

«Plus l'écart entre les riches et les pauvres est grand, plus il y a une concentration des richesses et plus le taux d'analphabétisme est élevé», relève Maryse Perreault. En comparaison, les États-Unis comptent 53 % de niveau 1 ou 2, alors que les champions de l'alphabétisation sont les pays scandinaves, avec 66 % de la population qui atteint au moins le niveau 3.»

L'autre décrochage

Alors, pourquoi ces résultats médiocres et, qui plus est, en relative stabilité depuis plusieurs décennies? «La valeur de l'éducation n'est pas très forte au Québec, estime Mme Perreault. C'est l'héritage d'une société basée sur l'extraction des matières premières. Mais l'économie est en profonde mutation et on ne peut pas parler d'analphabétisme comme on en parlait il y a 25 ans, lorsque j'ai commencé dans ce domaine. Prenez par exemple les salariés d'Electrolux... Ce sont des gens qui n'ont pas dépassé le secondaire 3... Quelque 40 % d'entre eux ont moins de 46 ans. Il s'agit de notre main-d'œuvre pour encore 15 à 20 ans. Or leur niveau ne leur permet pas de

suivre une formation continue pour s'adapter au marché du travail. Ils vont se retrouver au chômage ou accepter une voie de garage, à la moitié de leur salaire actuel. Des cas comme celui-là, il y en aura de plus en plus à l'avenir. Le problème est donc loin d'être marginal, mais il est traité comme tel dans les priorités gouvernementales.»

Le Québec ferait donc trop peu et trop tard en se concentrant sur le décrochage scolaire. Selon la Fondation pour l'alphabétisation, il faudrait mettre plus de moyens dès la petite école pour l'apprentissage de la lecture. Et rapprocher les familles de l'école. Car l'analphabétisme engendre l'analphabétisme.

«Dans un quartier ouvrier comme Hochelaga-Maisonneuve à Montréal, par exemple, illustre Maryse Perreault, il y a un héritage qui se transmet et qui dit que l'école, ce n'est pas pour nous. Et rien n'est fait de manière cohérente pour lutter contre cette perception. Il y a des enfants qui grandissent sans un livre à la maison. Or il y a tant de choses qu'on apprend en se faisant lire une histoire par ses parents le soir, en voyant ses parents lire le journal, sa mère lire un roman, son père aussi... Les parents décrocheurs scolaires ne vont pas pouvoir suivre les progrès de leur enfant, ils restent très loin de l'école. Notre système d'éducation est formaté pour la classe moyenne, or 25 % des Québécois sont proches du seuil de la pauvreté.»

Pauvres quartiers

Dans une société dominée par les emplois dans le sec-



SOURCE FONDATION POUR L'ALPHABÉTISATION

Maryse Perreault, p.-d.g. de la Fondation pour l'alphabétisation

teur tertiaire et où l'on trouve de moins en moins d'emplois susceptibles d'être occupés par des niveaux 1 ou 2, le degré de scolarisation est de plus en plus étroitement corrélé au revenu familial. «Quand on parlait de quartiers ouvriers, les gens n'étaient pas riches mais ils avaient accès à l'emploi, ils n'étaient pas dans l'exclusion, note la p.-d.g. de la Fondation pour l'alpha-

bétisation. Aujourd'hui, la population traditionnelle d'Hochelaga-Maisonneuve, c'est-à-dire les francophones pauvres sous-scolarisés, se retrouve sur le bord du chemin. Il va rester de la place pour des emplois manufacturiers, mais ce sont des emplois à forte valeur ajoutée et on ne peut pas faire de valeur ajoutée sans une base de formation solide... Un niveau 2 ne sera pas capable de faire

un rapport de production ou de planifier son travail lui-même, par exemple, et il n'a pas non plus les compétences pour accéder à la formation continue qui lui permettrait d'évoluer vers ces nouvelles pratiques.»

Au-delà du drame économique et social pour ces populations, c'est toute la société québécoise qui pâtit de ce fléau. «L'alphabétisation ou la maîtrise de la lecture est au cœur de tout, estime Maryse Perreault. Une personne mieux éduquée prend plus soin de sa santé, est plus sensible aux enjeux de l'environnement, prend des responsabilités plus grandes, va être un meilleur parent d'une manière générale. Il n'y a pas de désavantages à avoir une population alphabétisée, alors que le contraire a des répercussions importantes sur le plan économique et social... Plus le temps passe et plus les compétences demandées dans les milieux de travail augmentent, poursuit-elle avant de conclure sur une note assez pessimiste: notre crainte, c'est que ce chiffre de 49 % d'analphabètes fonctionnels explose... Qu'est-ce qui dit que, dans dix ans, le niveau "souhaitable" pour naviguer aisément dans un milieu de travail ne sera pas le niveau 4?» Ce serait alors pas moins de 85 % de la population active qui se retrouverait marginalisée...

Et, en décembre dernier, la multinationale suédoise a annoncé la fermeture en 2013 de son usine de cuisinières à L'Assomption.

Collaboratrice du Devoir



SOURCE RGPAQ

Hélène Simard (à droite) est une habituée du Centre de lecture et d'écriture d'Alma.

LIRE

SUITE DE LA PAGE G 2

Elle croit que les gouvernements doivent être davantage sensibilisés à la réalité des gens peu alphabétisés. «Déjà que c'est très difficile pour eux d'admettre qu'ils ont un problème, ils rencontrent plusieurs obstacles lorsqu'ils souhaitent participer aux formations, remarque Mme Tougas. Il y a beaucoup de pauvreté, les participants doivent faire garder leurs enfants et s'acheter des vêtements. Ils doivent aussi se déplacer. Dans les petites villes, il n'y a pas de transport en commun.»

Ces problèmes sont familiers à Hélène Simard, une habituée du Centre de lecture et d'écriture d'Alma. «Je dois faire 30 km pour me rendre. J'ai toujours des problèmes avec mon auto», affirme celle qui doit compter sur les membres de sa famille pour s'occuper de son garçon lorsqu'elle se rend aux formations.

Le financement est également toujours un enjeu pour les groupes. «Les groupes reçoivent peu d'argent et le travail qu'ils ont à faire est énorme. La démarche personnalisée et citoyenne est très exigeante pour les formateurs. Plusieurs lâchent», affirme Solange Tougas, qui est

arrivée à Déclic il y a 28 ans, comme formatrice.

Le défi de rejoindre ces gens peu alphabétisés nécessite également un grand investissement continu. «C'est difficile, parce que souvent les gens qui ont des problèmes ne lisent pas les affiches, encore moins les journaux. Nous devons tisser des liens avec des organismes communautaires pour qu'ils nous réfèrent», indique Denis Chicoine.

Des besoins énormes

Pour Solange Tougas, également présidente du RGPAQ, c'est totalement inacceptable qu'en 2011 une partie de la population ait de la difficulté à lire. «Aujourd'hui, l'écrit est omniprésent. Les technologies de l'information et des communications creusent davantage le fossé entre les gens très alphabétisés et ceux qui le sont peu. Ces gens ont besoin d'aide», affirme-t-elle.

L'analphabétisme a un impact sur pratiquement tous les aspects de la vie des gens. Laurent Gagnon, par exemple, ne prenait pas les transports en commun parce qu'il ne savait pas comment payer son passage et il était trop gêné pour le demander. Il n'utilisait pas non plus le

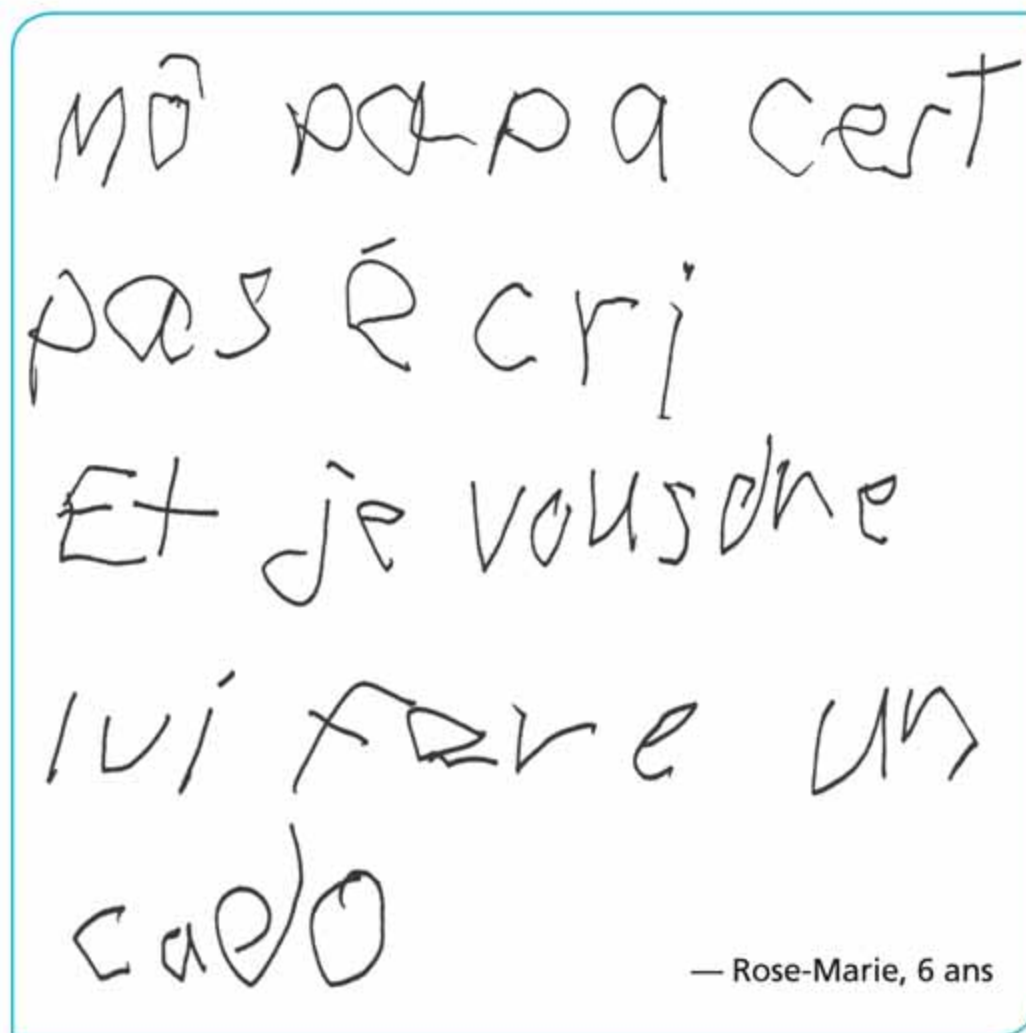
guichet automatique. Personne dans son entourage n'était au courant de sa situation.

«On a plein de trucs! Quand on ne sait pas lire ni écrire, on se cache toujours derrière les colonnes pour être certain qu'on ne nous pose pas de questions. Ce qui m'a fait le plus de bien en arrivant chez Alpha Laval, c'est que ça m'a permis de sortir de l'isolement. Tout le monde est égal là. Et quand on commence à s'améliorer, on peut aider les autres. C'est une grande fierté», s'exclame M. Gagnon.

Hélène Simard a pour sa part cogné à la porte du Centre de lecture et d'écriture d'Alma pour son garçon. «Je voulais être capable de suivre ce qu'il faisait à l'école. Et là, j'ai appris qu'il a de la difficulté. Il faut que je sois capable de l'aider, sinon, qui l'aiderait?»

Aux gens qui hésitent à cogner à la porte d'un groupe populaire en alphabétisation, Laurent Gagnon aimerait leur dire ceci: «Allez-y, ce sera la plus belle chose qui vous arrivera dans votre vie. C'est très difficile, c'est certain, mais, après, toutes les portes s'ouvrent.»

Collaboratrice du Devoir



— Rose-Marie, 6 ans

AIDER LES ENFANTS D'HIER.
PRÉPARER LES ADULTES DE DEMAIN.

Fondation pour l'alphabétisation
Des mots d'espoir

foundationalphabetisation.org
1 800 361-9142

ALPHABÉTISATION

Confédération des syndicats nationaux

« L'alphabétisation est une responsabilité collective »

Le lieu de travail est le lieu « rêvé » pour apprendre

Savoir lire une consigne, un message d'erreur, un avis émis par l'employeur: voilà des compétences de base sans lesquelles il est difficile de se sentir à l'aise dans son emploi ou d'accéder à un meilleur poste. Malheureusement, l'analphabétisme est une réalité qui touche durement le Québec: de nombreux travailleurs éprouvent des difficultés de lecture, d'écriture et de calcul, un problème qui concerne aussi bien les travailleurs âgés que les plus jeunes.

ASSIA KETTANI

D'après l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes, 800 000 Québécois âgés de 16 à 65 ans sont au plus bas niveau de l'échelle des capacités de lecture.

Selon Denise Boucher, vice-présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), les syndicats peuvent jouer un rôle important pour tenter de contrer le problème. «La lutte pour l'alphabétisation est un combat de longue date», affirme-t-elle. Lors du dernier congrès de la CSN, une proposition concernant l'alphabétisation a d'ailleurs été débattue: «Il faut que les syndicats revendiquent, auprès des entreprises, des formations pour augmenter les compétences de base des travailleurs et travailleuses, parce que nombre d'entre eux ne savent ni lire ni écrire, ou ne connaissent pas le français», poursuit-elle.

Cette démarche, plusieurs syndicats l'ont déjà menée avec succès: instaurer une formation de base, qui compte un enseignement en lecture, en écriture et en mathématiques, pour aider les travailleurs aux prises avec les exigences du monde du travail. Selon Denise Boucher, plusieurs situations sur le marché professionnel peuvent révéler des besoins criants en matière d'alphabétisation. «Le marché de l'emploi est en constante mutation. Les exigences concernant le niveau de connaissances augmentent, les entreprises cherchent à être de plus en plus performantes, restructurent, s'informatisent ou délocalisent. Il faut pouvoir aider,

soutenir les personnes qui en ont besoin.»

Chez Barry Callebaut

C'est le cas, par exemple, du Syndicat des travailleuses et travailleurs de Barry Callebaut, affilié à la Fédération du commerce de la CSN, qui a négocié une formation de base inscrite et définie dans la convention collective. À l'origine, la petite entreprise de Saint-Hyacinthe, Comet, avait été rachetée vers le milieu des années 1990 par Barry Callebaut, leader mondial des fabricants de produits de cacao, dont le siège est à Zurich.

Avec le changement de propriété, les objectifs de l'entreprise évoluent: l'accent est mis sur la compétence de la main-d'œuvre, la réorganisation du travail, la réduction des effectifs et la hausse des exigences à l'embauche. Alors que l'intégration de la petite entreprise à une transnationale soulevait de nouveaux enjeux, le syndicat a défendu la signature d'une convention collective de sept ans, qui intégrait une formation de base. Celle-ci, donnée chez Barry Callebaut depuis 1998, offre chaque printemps six cours de 21 heures en lecture, écriture et mathématiques.

Dans ce type de projet, il y a bien sûr de nombreux obstacles à surmonter: pour éviter de créer des programmes mal adaptés au terrain, l'une des étapes incontournables du processus est de préciser les besoins de formation. Dans le cas de la formation offerte chez Barry Callebaut, deux travailleurs ont ainsi été sélectionnés pour être formateurs à l'interne, en collaboration avec une personne-ressource de l'externe. Puisque ces forma-



Denise Boucher, vice-présidente de la CSN, a participé aux journées de réflexion «Pensons maintenant l'éducation de demain», les 15 et 16 mars 2011, à Montréal.

teurs ont l'avantage de bien connaître leurs collègues et les différentes tâches, ils sont en mesure de mieux comprendre les besoins de formation des participants.

Autres causes d'échec

D'autres causes d'échec de ce type de formation sont possibles: manque de volonté de l'employeur d'investir dans la formation de base au lieu de la formation à la tâche, manque de confiance, de motivation et de courage pour retourner sur les bancs de l'école de la part d'adultes qui ont souvent quitté l'école prématurément, car ils ne s'y sentaient pas à l'aise... «Parfois, la clé de la réussite peut être d'installer la formation près du milieu de travail, parfois même dans le milieu de travail, avec d'autres travailleurs de la même entreprise. Il faut penser à utiliser ces espaces pour leur permettre de suivre des cours», explique Denise Boucher.

D'autres étapes méritent de ne pas être négligées: selon elle, le fait d'intégrer les formations de base dans la convention collective est une initiative cruciale pour assurer la pérennité du projet, ainsi que la mise en place d'un comité paritaire, lieu de rencontre patronal-syndical qui permet de mieux piloter le projet et repérer les besoins.

La démarche, quant à elle, ne manque pas d'être couronnée de succès. Chez Barry Callebaut, la convention collective, signée en 1998 et renouvelée deux fois, est en vigueur jusqu'en 2014. Les effets bénéfiques ne se comptent pas: importance de l'acquisition des compétences de base, aussi bien pour l'amélioration de la flexibilité au travail que pour le développement individuel et la croissance personnelle, accès à des postes réguliers ou encore capacité d'aider ses enfants

dans leurs devoirs. «Les entreprises qui ont décidé de faire des comités paritaires pour faire ce projet sont satisfaites et elles ont gagné en bout de course. Il faut aller de l'avant dans ces initiatives», affirme Denise Boucher. Selon elle, il s'agit bien d'un combat primordial. «L'alphabétisation est une responsabilité collective. Il faut former les salariés sur l'importance de la reconnaissance des compétences de base, pour que cela puisse devenir une demande du comité paritaire pour la convention collective.»

Mais, pour s'attaquer au problème en profondeur, il faut aussi pouvoir agir à tous les niveaux. «À Montréal, les problèmes d'alphabétisation se conjuguent avec la question de la francisation», explique-t-elle. Dans les deux cas, envisager le quotidien des travailleurs se révèle être une formule gagnante: par exemple, «Le personnel de

l'entretien ménager de la Place Ville-Marie est essentiellement composé de femmes immigrantes. L'une des actions positives et intelligentes a été de proposer une formation à la francisation et de le faire sur place, de louer un local dans la Place Ville-Marie. Pour des femmes immigrantes ne parlant pas français, des déplacements en métro dans des lieux qu'elles ne connaissent pas peuvent les décourager d'assister à la formation», souligne-t-elle.

Et, pour le long terme, c'est encore une fois en amont que tout se joue. Lors du 63^e congrès de la CSN, la réflexion sur l'alphabétisation a ainsi laissé place au problème du décrochage scolaire: «Nous voulons nous attaquer aux déterminants socio-économiques qui influencent la réussite scolaire, et ce, dès la petite enfance», affirme-t-elle.

Collaboratrice du Devoir

Aux Habitations Jeanne-Mance

La littératie est inscrite au cœur de l'action communautaire

Ils sont 25 tuteurs bénévoles à rejoindre 80 individus de tous âges

Fondé en 1899, Collège Frontière est le premier organisme d'alphabétisation au pays. Au tournant du siècle, l'organisme recrutait des étudiants universitaires pour en faire des ouvriers-enseignants qui allaient vivre, travailler et enseigner aux «frontières» du pays, explique Mélanie Valcin, gestionnaire du Québec. L'objectif ultime? Élever le niveau d'alphabétisme des Canadiens, où qu'ils soient, et promouvoir l'apprentissage.

VALÉRIE R. CARBONNEAU

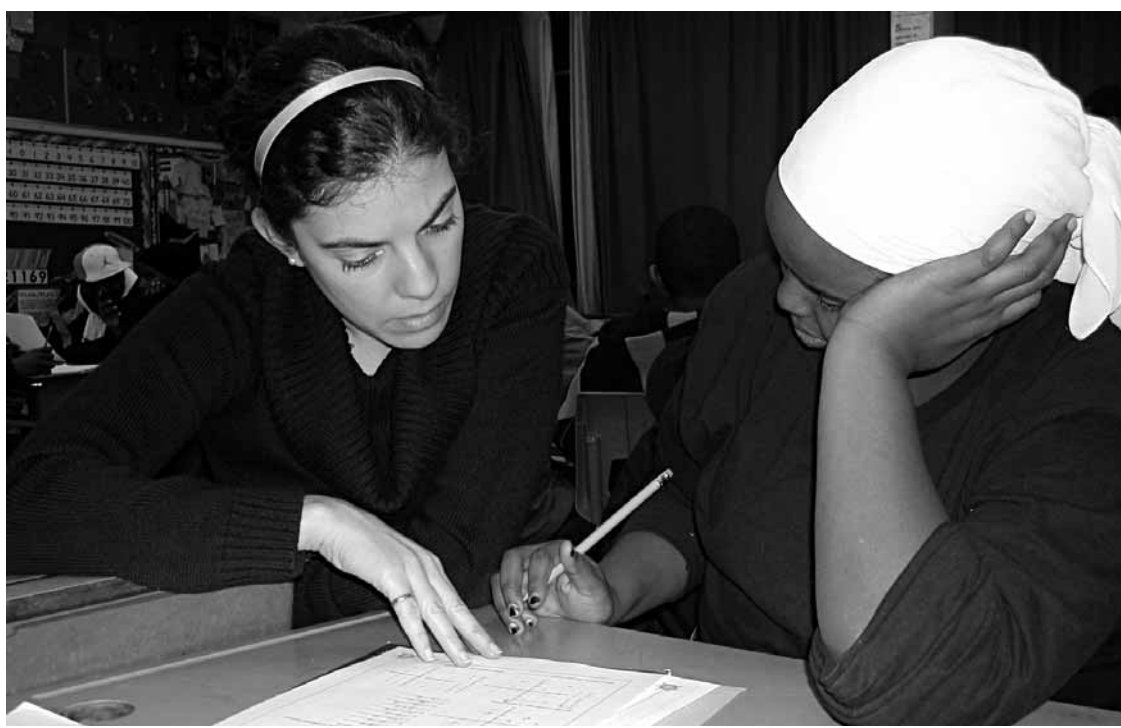
«Notre action a pris racine sur les chantiers des chemins de fer de l'Ouest du pays, dans les camps de bûcherons et dans les mines des régions isolées», précise Mme Valcin. Du côté du Québec, les bénévoles et partenaires communautaires de Collège Frontière œuvrent au sein des «nouvelles frontières» de l'alphabétisation depuis bientôt 20 ans. Par «nouvelles frontières», on entend entre autres des écoles situées en milieu urbain défavorisé, des centres communautaires, des complexes d'habitation à loyer modique et auprès des communautés autochtones.

Quand on lui demande d'illustrer un bel exemple de projet avancé par l'organisme, Mélanie Valcin soulève celui des Habitations Jeanne-Mance (HJM), un complexe d'habitations à loyer modique de Montréal où, selon le recensement de Statistique Canada en 2006, plus de 50 % des résidents adultes se classent en deçà du niveau 2 de littératie.

Or Collège Frontière collabore avec les HJM depuis 2006 afin d'instituer des initiatives visant à intégrer des activités de littératie au sein de la communauté de résidents, un projet mené de front par le coordonnateur Diego Gallego. Le but est de rejoindre tous les individus ayant des besoins en matière d'alphabétisation et d'intégrer la littératie dans un maximum d'activités communautaires existantes (programmes parascolaires, activités récréatives, cours d'alphabétisation et de francisation, services de garde en milieu familial, marché public, etc.), de sorte que tous les résidents puissent développer leurs compétences en lecture et en écriture en vue de réaliser leur plein potentiel.

Autant d'activités... que de besoins

Histoire de répondre aux différents besoins de cette communauté en matière de littératie, Collège



Collège Frontière œuvre un peu partout au Canada.

Frontière a mis sur pied de manière graduelle plusieurs types d'activités. Parmi ceux-ci, on trouve des ateliers d'alphabétisation familiale ainsi que des cercles et tentes de lecture pour les enfants et leur famille, pour découvrir le plaisir de lire tout en développant des compétences de lecture. Il y a aussi le soutien à la réussite scolaire pour les 6-16 ans où, chaque semaine, les tuteurs bénévoles formés de Collège Frontière rencontrent plus d'une cinquantaine de jeunes dans un local du cégep du Vieux-Montréal ou dans des locaux des résidences pour faire des travaux scolaires, aller plus loin dans certaines matières, s'adonner à des jeux d'apprentissage et travailler les compétences en lecture et en écriture.

Quant au soutien à l'alphabétisation et à la francisation des adultes, des bénévoles interviennent sur une base individuelle ou auprès de petits groupes d'adultes désirant améliorer leurs compétences en lecture et en écriture. Ici, ce sont les apprenants qui établissent des objectifs d'apprentissage et qui y travaillent chaque semaine avec le soutien de leur tuteur, enchaîne Mme Valcin. Le service d'écriture public destiné aux résidents peu alpha-

bétisés sert également de moyen de dépistage et de recrutement des apprenants. «Il s'agit d'un service bénévole d'aide aux personnes peu alphabétisées ou francisées pour les accompagner dans la lecture ou l'écriture de leur correspondance quotidienne. Les résidents arrivent avec un formulaire à remplir, des lettres à lire ou à rédiger, précise-t-elle. Le but est de les amener à mieux comprendre les documents écrits avec lesquels ils doivent traiter au quotidien, en plus de nous donner la possibilité de présenter nos activités de francisation et d'alphabétisation.»

Une affaire de famille

Au cours des six dernières années, la contribution de Collège Frontière en matière de littératie a été très bénéfique pour les résidents des HJM. En 2010-2011, 25 tuteurs bénévoles ont rejoint près de 80 individus de tous âges en effectuant près de 600 heures de bénévolat en alphabétisation au sein de cette communauté. Grâce à cet apport continu, les groupes communautaires offrant des services aux résidents de tous âges ont pu insérer des activités de littératie dans leur programmation régulière.

Des exemples? On n'a qu'à penser aux ateliers favorisant la réussite scolaire à la Fondation pour l'éducation des enfants et des jeunes adultes défavorisés (FEEJAD) et au Centre d'entraide et de ralliement familial (CERF), aux cercles de lecture destinés aux enfants d'âge préscolaire à la FEEJAD et au CPE Fleur-de-Macadam, aux tentes de lecture estivales pour les familles et au soutien personnalisé offert aux apprenants du Centre de ressources éducatives et pédagogiques (CREP).

En 2006, la fondatrice de la FEEJAD, Perpétue Mukarugwiza, a fait appel à Collège Frontière pour développer ses activités de soutien scolaire et d'alphabétisation familiale auprès des familles des HJM. Leader de sa communauté ayant à cœur le succès scolaire, l'alphabétisation et la francisation des résidents, elle offrait chez elle, autour de sa table de cuisine, un service de soutien scolaire aux familles. Quelques familles pouvaient ainsi bénéficier d'un soutien en littératie et en apprentissage.

Au début, chaque semaine, un grand nombre de parents se présentaient à sa porte pour inscrire leurs enfants. Afin de répondre à la demande grandissante et parce que la table de cuisine était devenue trop étroite, Mme Mukarugwiza a interpellé Collège Frontière pour constituer un programme de soutien scolaire destiné aux élèves de 6 à 16 ans, qui accueille aussi leurs parents, souvent allophones. «Une vingtaine de tuteurs de Collège Frontière sont ainsi au rendez-vous chaque semaine pour des sessions de tutorat hebdomadaires avec les enfants et, par la bande, pour les parents. Depuis, on a délaissé la table de cuisine et les activités se déroulent au cégep.» Voilà donc un exemple concret de projet de littératie, fruit d'une collaboration entre Collège Frontière et un organisme du milieu.

La mise sur pied du projet d'écriture public constitue aussi une belle réussite. «Cet été, des bénévoles étaient présents lors de la tenue du marché public des HJM les jeudis après-midis. Un simple parasol, une belle volonté d'engagement et des sourires accueillants ont non seulement permis aux résidents de connaître le service d'écriture public, mais plusieurs personnes ont ensuite téléphoné à l'organisme pour demander d'être jumelées à un tuteur de Collège Frontière afin d'améliorer leurs compétences en lecture et en écriture», termine-t-elle.

Collaboratrice du Devoir

ALPHABÉTISATION

Fédération des travailleurs du Québec

« Il faut maintenant être en formation continue »

La Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) prône une démarche pédagogique en vertu de laquelle les membres de ses syndicats reçoivent diverses formations transmises par leurs pairs. Au-delà des connaissances de base, les membres de la centrale acquièrent des notions qui les aident à mieux comprendre le fonctionnement des entreprises et d'autres enjeux économiques.

RÉGINALD HARVEY

La thématique du Programme d'éducation 2011-2012 de la FTQ est la suivante: «La formation syndicale: pierre d'assise de notre action». Quelle portée renferme un tel leitmotiv? «Depuis quelques années, le mouvement syndical est souvent questionné parce qu'on vit dans des contextes de relations de travail quand même assez difficiles; on assiste à des fermetures d'entreprise et on traverse des négociations qui ne donnent pas toujours les résultats escomptés. Il en résulte que les gens ont, à un moment donné, l'impression de perdre pied et, pour les soutenir, on a toujours dit que l'éducation représentait particulièrement un service de première importance pour les membres; on répète encore que celle-ci représente le moyen par lequel on peut les rejoindre et se donner les outils pour continuer à mieux négocier et à conserver nos acquis», apporte en réponse Esther Désilets, directrice du service de l'éducation à la FTQ et enseignante de profession, qui a longtemps œuvré à la formation des adultes avant de joindre les rangs syndicaux.

Elle ajoute: «On peut continuer de s'appuyer sur la formation pour poursuivre notre lutte et pour faire valoir que le syndicalisme demeure un outil valable dans notre société.»

Le fonctionnement privilégié

Il revient aux quelque 40 syndicats affiliés à ce regroupement de s'occuper de tous les types de formation, et chacun d'eux possède son propre service pour y arriver: «Nous, à la FTQ, on forme leurs formateurs qui sont leurs pairs, de telle sorte que ce sont le plombier, le gars d'Hydro ou le postier qui transmettent les connaissances à leurs collègues de travail.» Les Conseils régionaux offrent le même type de service et rejoignent dans les régions les membres qui désirent suivre les formations de base et qui ne peuvent se déplacer dans les grands centres. Les séances données par la centrale s'échelonnent sur une bonne semaine: «Cette façon de faire relève quelque peu de celle du Brésilien Paolo Freire, qui prônait en Amérique latine ce genre de formation en alphabétisation; il s'était rendu compte que les apprentis-sages se faisaient mieux de la sorte dans les milieux donnés. Pour la FTQ, ce fut une clé importante que de garder cette démarche, parce qu'elle rend le réseau d'éducation beaucoup plus dynamique depuis les années 1970.»

Peu importe le niveau des connaissances abordé, l'aspect pratique prend le pas sur l'aspect théorique, assure Mme Désilets: «On se sert de l'expérience des gens pour arriver à construire avec eux des contenus pour les outiller afin de retourner dans l'action. C'est une démarche qui existe depuis plusieurs années en éducation des adultes et qui là aussi a fait ses preuves.» Elle sert un exemple bien actuel: «On donne beaucoup de formation sur la mondialisation; les membres la vivent et il y a des choses à ce sujet qu'ils ont comprises bien avant nos interventions, quand ils voient les mises à pied qui surviennent, quand ils s'aper-

çoivent qu'on n'a pas les mêmes arrivages et qu'on ferme des départements. Souvent, ils ont même des réponses sur ce qui se passe autour d'eux et, par la suite, ils accrochent beaucoup à des réalités lorsqu'on leur arrive avec le complément théorique à assimiler.»

De la base aux connaissances accrues

Le champ des formations abordées est vaste et la francisation en fait partie: «Dès son origine, c'est un dossier qui a été très important à la FTQ. Il s'est d'abord agi de franciser les milieux de travail; par la suite, on s'est tourné davantage vers les personnes immigrantes pour leur inculquer des notions de français.» Elle apporte cette précision: «En quelque sorte, c'est là une connaissance de base. Dans les commissions scolaires, alphabétisation et francisation font partie du même département; on ne parle pas d'un apprentissage de la langue première, mais c'est quand même souvent celle que doivent utiliser les gens sur leur lieu de travail en arrivant ici.»

Esther Désilets croit-elle que l'alphabétisation représente toujours un défi dans le monde du travail? «Je ne saurais dire à quel point, mais je sais que nos syndicats donnent encore des formations dans ce domaine. On doit faire face aux changements qui se produisent très rapidement sur le plan des nouvelles technologies; il en résulte que les gens perdent leurs acquis et doivent se réapproprier ceux-ci. Il faut maintenant être en formation continue mais, dans ce but, on doit maîtriser les connaissances de base sur lesquelles on est souvent obligé de retravailler.»

Au-delà de ces interventions nécessaires, la directrice du service de l'éducation tire une grande fierté d'un nouveau programme mis sur pied et enseigné: «Il s'agit de tout l'aspect de la formation économique: on aide les travailleurs à comprendre comment fonctionne leur entreprise sur le plan économique; on leur montre à analyser son budget sans même avoir des chiffres en main, parce qu'on n'a pas toujours accès à ces données. Comment est-il possible d'évaluer où s'en va ton entreprise avec les signes que tu possèdes? Et, à l'aide de ceux-ci, quels types d'action peux-tu déjà adopter pour éviter qu'elle parte ailleurs un de ces jours?» Cette compréhension de la réalité économique et financière de l'entreprise et du secteur où elle évolue est bénéfique: pareil éclairage fournit même des connaissances qui facilitent éventuellement la négociation.

Elle apprécie la façon dont les gens se montrent réceptifs à un tel programme: «Ce qui me fascine depuis que je suis à la FTQ, c'est qu'ils abordent des thématiques qui ne sont pas évidentes.» Un autre exemple illustre ses propos: «Il y a l'ensemble de la question de la retraite, sur laquelle des personnes sont capables de participer; celles-ci font face à des actuaires et peuvent échanger avec eux. On est rendu assez loin et c'est bien, parce que les travailleurs ont ainsi plus d'outils pour se défendre et, en même temps, pour comprendre tout ce qui se passe autour d'eux.»

Collaborateur du Devoir

L'analphabétisme à l'école

« Les gens veulent apprendre, mais ils manquent de ressources »

La pratique d'une langue ne s'acquiert pas en une seule année!

On imagine sans peine que les problèmes d'alphabétisation préoccupent les enseignants du secondaire, particulièrement ceux qui œuvrent dans les grands centres urbains. C'est ce que confirme Pierre Saint-Germain, président de la Fédération autonome de l'enseignement. Toutefois, fait-il remarquer, ces problèmes affectent plus particulièrement des clientèles auxquelles on ne pense pas toujours.

CLAUDE LAFLEUR

«Beaucoup de nos membres, qui enseignent sur l'île de Montréal, dans la région de Laval et dans l'Outaouais, ont pour préoccupation quotidienne l'accueil des populations immigrantes», dit-il. Ainsi, Montréal est un «très important îlot d'accueil» pour nouveaux arrivants. «Nous recevons donc des gens qui ne maîtrisent pas la langue française — le volet francisation — ou qui sont sous-scolarisés ou analphabètes — le volet alphabétisation», poursuit M. Saint-Germain.

La Fédération autonome de l'enseignement (FAE) rassemble le tiers du personnel enseignant au Québec qui œuvre du préscolaire jusqu'au secondaire, ainsi qu'à l'éducation des adultes et à la formation professionnelle. «La Fédération existe depuis cinq ans, rappelle son président. Nous sommes un groupe issu d'une scission d'avec la CSQ, puisque nous étions en opposition importante, notamment concernant la réforme scolaire et les manières de négocier.»

Belle réussite à la CSDM

Pierre Saint-Germain n'est pas en mesure de dire si le nombre d'analphabètes à l'école a tendance à croître ou est stable, mais il constate que le nombre élevé de personnes — adultes comme jeunes — qui proviennent de différentes cultures nous oblige à les accueillir convenablement.

«Lorsqu'on parle d'alphabétisation, dit-il, on pense généralement aux adultes. Toutefois, avec l'immigration, on reçoit souvent des jeunes de 12, 13 ou 14 ans qui n'ont jamais été scolarisés dans leur propre langue ou qui n'ont jamais mis les pieds dans une école.» Imaginons ces jeunes directement plongés dans une classe du secondaire!

Pour contrer ce problème, la Commission scolaire de Montréal, de concert avec l'Alliance des professeurs de Montréal, a mis sur pied des classes d'accueil pour intégrer ces nouveaux élèves. «C'est dire qu'à Montréal, étant donné qu'on a une masse critique de jeunes à accueillir, on a pu créer à la CSDM des groupes homogènes d'élèves pour leur offrir des services particuliers. Donc, au lieu d'avoir 20 élèves dans une classe qui éprouvent toutes sortes de difficultés, on en regroupe une douzaine qui sont analphabètes ou sous-scolarisés afin de leur donner un service personnalisé.»

Ces classes d'accueil sont un bel objet de fierté pour la CSDM et pour l'Alliance, rapporte M. Saint-Germain. «C'est un réseau qui fonctionne très bien.» Selon lui, ce modèle d'organisation est performant et pourrait être implanté dans d'autres commissions scolaires.

Evidemment, enchaîne-t-il, la situation à Montréal diffère en bonne part de celle dans le reste du Québec où, souvent, on ne retrouve pas assez d'élèves à accueillir pour créer des classes spécialisées. «Dans des centres moins densément peuplés, dit-il, on est souvent moins en mesure de donner aux

jeunes arrivants des services adaptés. Ils sont donc souvent intégrés dans des classes ordinaires avec plus ou moins de services — notamment des services de soutien linguistique. Cela peut faire en sorte qu'on a des jeunes qui sont difficilement capables de suivre les programmes réguliers parce que les écarts sont trop grands ou encore parce qu'ils ne savent ni lire ni écrire», déplore-t-il.

Donnons-nous la chance

L'autre clientèle dont se préoccupent les membres de la FAE — particulièrement les enseignants à l'éducation des adultes et à la formation professionnelle — est celle des adultes. Il peut s'agir d'adultes arrivant d'autres pays ou de Québécois de souche âgés de 16 ans ou plus.

Le principal problème qu'on observe auprès de ceux qui fréquentent les Centres d'éducation des adultes vient de ce que plusieurs reçoivent une aide financière d'Emploi Québec. «Mais Emploi Québec ne les aide généralement que pour une durée d'un an, rapporte Pierre Saint-Germain, ce qui n'est vraiment pas suffisant. Il faut comprendre qu'apprendre une langue nécessite beaucoup plus qu'une année.» De fait, les enseignants constatent qu'il faut au moins deux ou trois ans pour se débrouiller en lecture, et davantage pour devenir «fonctionnel» avec l'écriture.



Pierre Saint-Germain, président de la Fédération autonome de l'enseignement

Quant aux Québécois de souche, il s'agit entre autres de jeunes adultes qui sont sortis du réseau scolaire régulier sans avoir complété leur secondaire. Il y a même, rapporte M. Saint-Germain, ceux qui ont complété leur secondaire sans savoir vraiment lire ou écrire. Il relate au passage qu'il y en aurait même peut-être davantage qu'auparavant, étant donné que, «à une certaine époque, on a fait graduer des élèves qui ne remplissaient pas les exigences pour passer au niveau suivant... Ce sont ceux que j'appelle les «écorchés du système».»

Pour le bien-être de ces adultes et pour l'intérêt de la société, le président de la FAE préconise que le gouvernement les soutienne financièrement pendant plus d'une année. «Il y

a des élèves qui ont besoin d'être là plus d'une année, parfois deux ou trois ans», insiste-t-il.

Sur le terrain, on constate qu'il s'agit souvent de gens très motivés, indique-t-il encore. «Lorsqu'on leur en donne la chance, ces élèves, qui peuvent être âgés de 16 jusqu'à 75 ans, finissent souvent par décrocher leur diplôme d'études secondaires. Il y en a même plusieurs — et certains âgés de 75 ans! — qui se rendent jusqu'à l'université. Il ne s'agit donc pas juste de chercher à les rendre «fonctionnels», puisque l'éducation aux adultes peut les amener à poursuivre des études supérieures. Les gens veulent apprendre, mais ils manquent de ressources.»

Collaborateur du Devoir

ALPHABÉTISATION

DU MATÉRIEL POUR S'Y RETROUVER!

Ces cahiers d'apprentissage ont été conçus pour répondre à une lacune en cette période de transition et d'implantation du nouveau programme dans le secteur de l'enseignement aux adultes.

Initiation fondamentale à l'alphabétisation pour adultes allophones

Diane Gravel **CAHIER A**

Toujours en gardant à l'esprit les particularités, les intérêts et la progression d'apprentissage d'un adulte immigré analphabète, ce cahier propose à l'élève:

- de colorier, de découper et de coller (car il ne l'a souvent jamais fait);
- un mode d'emploi illustré;
- des activités efficaces pour le préparer à la lecture et à l'écriture;
- l'apprentissage de l'alphabet par regroupement des voyelles et des types de consonnes;
- des illustrations qui représentent la réalité de sa vie quotidienne (qui seront également fort utiles à l'expression orale d'une multitude de façons);
- et une initiation à la grammaire.

(272 pages) **15,95\$**

Bernard Anton

FBC FRA-B121-4

FBC FRA-B122-4

FBC FRA-B123-4

Cahiers **10,95\$** chacun
Corrigés **15,95\$** chacun

FBC FRA-B124-4

FBC FRA-B125-4

FBC FRA-B126-4

Ils offrent des classes de situations significatives, dynamiques et parlantes inspirées de la situation de vie andragogique de l'apprenant, tout en suivant les directives de la réforme et en répondant fidèlement aux éléments prescrits de chaque cours.

www.guerin-editeur.qc.ca

DÈS LE 8 SEPTEMBRE, SUR UN ÉCRAN PRÈS DE CHEZ VOUS...
ensemble.rgpaq.qc.ca

Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec
www.rgpaq.qc.ca



URGENT ET PRIORITAIRE

ENSEMBLE CONTRE L'ANALPHABÉTISME

ALPHABÉTISATION

Le virage numérique

« Qu'est-ce que ça veut dire ? »

Le public analphabète n'est plus informé!

On se rappelle la maison qui rend fou dans le dessin animé *Les 12 travaux d'Astérix*. Les deux célèbres Gaulois y perdaient la tête, coincés dans une incompréhensible bureaucratie qui les renvoyait d'un guichet à un autre pour l'obtention d'un simple laissez-passer. Si elle était remise au goût du jour, cette scène s'ouvrirait probablement avec la rengaine «Allez sur notre site Web». Or, pour les analphabètes, ce recours systématique à Internet peut avoir de graves conséquences, particulièrement lors de demandes d'informations ou de services auprès du gouvernement.

ÉTIENNE
PLAMONDON ÉMOND

«**Q**uand tu arrives au bureau de chômage, tu n'as pas le choix. Tu es tout de suite dirigé vers les postes informatiques», prend pour exemple Malika Alouache, formatrice qui coordonne le secteur informatique au Carrefour d'éducation populaire de Pointe-Saint-Charles. Avant, tu voyais des gens à qui tu parlais et qui évaluaient ta situation», regrette-t-elle. Les textes complexes, le jargon hermétique, la surabondance de menus et les formulaires à remplir en ligne mènent souvent les analphabètes à se décourager avant d'obtenir ce qui leur est dû.

«Ils n'ont personne pour les aider, ne serait-ce que pour leur expliquer ce que recouvrent certains concepts et quels documents on leur demande», remarque aussi Denis Chicoine, responsable du Comité des participants au Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ), à propos des demandes d'aide sociale dans le cadre du traitement administratif de l'attribution initiale (TAAI).

A ce sujet, le virage numérique en inquiète plus d'un. Le printemps dernier, le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) a publiquement déploré l'informatisation de ce service rendu par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS). Depuis que ce dernier s'appuie sur des visio-guichets ou des bornes télématiques, le taux de refus pour les nouvelles demandes d'aide sociale a explosé: 40 % en Montérégie, 47 % à Montréal, 50 % dans les régions de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches et 64 % en Abitibi-Témiscamingue. Sans l'éclaircissement d'un agent, bien des documents ne sont pas fournis par les demandeurs, faute de comprendre les exigences.

«Dans le cas [du traitement administratif de] l'attribution initiale, ce qu'on demande, c'est qu'ils maintiennent la rencontre avec un agent au début, quitte à ce que ce soit informatisé par la suite», revendique M. Chicoine au nom du RGPAQ.

«Dans l'ensemble des ministères et des entreprises, il y a une informatisation croissante pour l'ensemble des services, reconnaît M. Chicoine, mais, au MESS, il y a une mission qui va dans le sens de la solidarité sociale.» Paradoxalement, «il y a une bonne partie de la population, dont les personnes analpha-

betes, qui est délaissée ou privée d'une accessibilité.»

La faute du média ou du message?

Pourtant, Internet n'est pas qu'un obstacle pour les analphabètes. Il s'agit aussi d'un levier extraordinaire. Tant au Carrefour d'éducation populaire de Pointe-Saint-Charles qu'au CLE-Montréal, Internet est utilisé comme un outil d'apprentissage efficace qui a redynamisé les ateliers d'alphabétisation. Avec motivation, les gens peu scolarisés adoptent rapidement, et de manière surprenante, les blogues mis à leur disposition. Ils s'approprient les services de messagerie électronique avec la même avidité. Mais, dans un atelier, un accompagnateur n'est jamais bien loin. «On va sur Internet. On travaille une fois par semaine au laboratoire informatique. Ils aiment ça énormément», explique Élise DeCoster, responsable de l'alphabétisation au Carrefour d'éducation populaire de Pointe-Saint-Charles. Mais, pour 90 % de ces personnes, c'est presque impossible de remplir des formulaires sur Internet.

Entre écrire à ses proches et rédiger des demandes à l'intention d'une entreprise ou d'un ministère, il y a un énorme pas à franchir. «Entre pairs, s'il y a une confiance, il n'y aura pas de barrière», approuve Diane Lambert, animatrice en alphabétisation populaire au CLE-Montréal, qui communique avec des gens peu scolarisés sur Facebook. Mais, si c'est pour une démarche officielle, la barrière va être la même que d'écrire une lettre.

«Ils sont gênés d'écrire, rappel-

le Élise DeCoster. Ils ont le sentiment que, de toute façon, ce ne sera pas très compréhensible et qu'ils vont faire des erreurs. C'est une des grandes difficultés pour eux, actuellement, de ne pas avoir accès à des gens, de ne pas pouvoir parler.»

Des sites peu conviviaux

Puis, simplement pour la recherche d'informations, la convivialité demeure variable d'un site à l'autre. Pour ce qui est des sites gouvernementaux, les pages «ne sont pas user-friendly», critique sans hésitation Denis Chicoine.

«Le réflexe que les gens analphabètes ont, c'est de lire, ce qu'ils ont devant eux», note Élise DeCoster à propos du découpage des pages Web. C'est très compliqué pour eux de descendre, d'aller à droite, de remonter, d'aller d'une page à l'autre et d'établir des liens entre les informations.» Diane Lambert,

quant à elle, note une pollution visuelle dans les menus, liens et publicités qui rendent ardue la lecture d'un texte. «Pour les analphabètes, c'est un défi de vouloir tout lire. Tandis que nous, on trie rapidement l'information d'un coup d'œil.»

Marc Ouimet, développeur web, a conçu pour le CLE-Montréal le site simple, dépouillé et imagé de l'Ordinothèque 2.0, qui offre une manne de ressources informatiques et un répertoire citoyen pour les personnes défavorisées et peu scolarisées. «Je



Une partie de la page d'accueil d'Emploi Québec, dans le site du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Le virage numérique de ce ministère en inquiète plus d'un.

ne pense pas qu'il y ait un langage particulier sur le Web, mais on y retrouve un langage qui se rapproche du langage courant et qui pose problème aux gens en alphabétisation, surtout lorsqu'il y a des termes techniques», souligne-t-il. Or les sites gouvernementaux regorgent de ce type d'expression un brin trop spécifique.

Denis Chicoine revient sur l'exemple du traitement administratif de l'attribution initiale (TAAI). «Qu'est-ce que ça veut dire?», ironise-t-il. Connaissant sa

signification puisqu'il a travaillé sur ce dossier, il reconnaît que l'expression, en elle-même, ne «veut rien dire. Il y a constamment des termes de cet ordre-là qui sont utilisés» dans les sites gouvernementaux, déplore-t-il.

L'audio et la vidéo pourraient parfois aider à rendre le message plus limpide. Mais attention: les séquences doivent être conçues en consultant les analphabètes et en tenant compte de leurs besoins. Au CLE-Montréal, on témoigne d'avoir déjà visionné des

clips vidéo infantilisants, dont le contenu ne prenait pas en considération les différents niveaux d'alphabétisme. «Est-ce que vous incluez vraiment les gens qui sont en alphabétisation pour développer votre matériel?», relance, comme questionnement essentiel, Marc Ouimet. Parce que, si on fait juste utiliser du son et des images sans avoir une démarche de soutien, ça ne sert à rien. C'est juste une bête de plus.»

Le Devoir



La CSN agit au quotidien pour combattre l'**ANALPHABÉTISME** afin de maximiser les chances de chacune et de chacun de s'intégrer dans les milieux de travail et dans la société.



QUÉBEC
ALPHABÉTISATION
CE CAHIER SPÉCIAL
EST PUBLIÉ PAR LE DEVOIR

Responsable NORMAND THÉRIAULT

ntheriault@ledevoir.ca

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9.

Tél.: (514) 985-3333 redaction@ledevoir.com

FAIS CE QUE DOIS



COLLÈGE FRONTIÈRE
112 ans d'action en alphabétisation

Depuis 1899, Collège Frontière aide des individus à améliorer leurs compétences en littératie et à réaliser leur plein potentiel.

Au Québec, chaque année, nous formons et encadrons plus de 500 tuteurs bénévoles au sein de 40 communautés.

400 adultes et 2000 enfants québécois ont ainsi pu améliorer leurs compétences en lecture et en écriture.

Le bénévolat en alphabétisation fait partie de la solution.

www.collegefrontiere.ca